Appel des ONG françaises
pour soutenir la solidarité internationale

Les Français plébiscitent le travail des ONG de solidarité internationale. Vous êtes plus de 150 000 bénévoles et plus de 1,5 million de donateurs à manifester votre souhait que la France soit solidaire avec les populations les plus défavorisées dans le monde.

Les plus hautes autorités de l'Etat nous reçoivent, nous consultent et souvent nous encensent.
Nous apprécions.

Le président de la République a fait progresser l'aide publique française au développement de 388 millions d'euros pour 2004, conformément à son engagement de placer l'aide publique au développement comme l'une des 4 priorités budgétaires de l'Etat.
Nous applaudissons.

Alors, comment se fait-il que l'Etat maintienne les ONG de solidarité internationale la tête sous l'eau ?

L'année 2004 s'annonce extrêmement difficile en matière de financements publics pour les actions humanitaires et d'aide au développement portées par les ONG de solidarité internationale. Cette catastrophe annoncée tient aux difficultés du ministère des affaires étrangères à tenir ses engagements vis-à-vis de ces programmes.

- A titre d'exemple, il ne reste aujourd'hui que 8 millions d'euros au ministère des affaires étrangères pour financer les projets de lutte contre la pauvreté des ONG dans les 54 pays de la zone de solidarité prioritaire ! C'est quatre fois moins qu'en 2001 et deux fois moins qu'en 2003. A cela s'ajoute une incapacité du ministère des affaires étrangères à tenir ses engagements passés. De nombreux projets approuvés en 2003 par l'administration n'ont toujours pas été payés, plaçant les ONG dans des situations très difficiles.
- Aujourd'hui, un grand nombre de programmes en cours sont arrêtés et de nouveaux projets sont annulés du fait de cette carence de soutien des pouvoirs publics. L'existence même de dizaine d'associations est mise en péril ; certaines ont déjà dû licencier du personnel.

Quelle est cette politique curieuse qui annonce des chiffres flamboyants et bloque les initiatives des citoyens ? Pourquoi la France est-elle le pays européen qui aide le moins le travail des ONG ?

Les organisations françaises de solidarité internationale, réunies au sein de Coordination SUD, rappellent que pour une aide de qualité, il est indispensable que l'Etat honore ses engagements à leur égard et demandent au gouvernement de ne geler ni n'annuler aucun des crédits votés par le Parlement à destination des ONG et de maintenir son soutien financier au niveau des années précédentes.

⇨ **Signez la pétition pour que le gouvernement français tienne ses engagements vis-à-vis des projets des ONG de solidarité internationale.**
Signature sur www.coordinationsud.org (ou le site des ONG membres).

Coordination SUD, regroupement national des organisations françaises de solidarité internationale, rassemble plus de 100 ONG françaises d'appui au développement et d'action humanitaire.